



BUDGET ECONOMIQUE

**Prévisions Economiques
1998**

JUILLET 1997

B

udget Economique 1998

Avant-propos	5
Résumé	7
La conjoncture belge dans une perspective internationale	9
Conjoncture internationale en 1997 et 1998	
Conjoncture belge et des trois pays voisins	
Incertitudes liées à ces prévisions	
1. Le PIB et ses composantes	15
Consommation privée	
Investissements des entreprises	
Investissements en logements	
Dépenses publiques	
Exportations et importations	
2. Les évolutions financières: prix, coûts et taux d'intérêt	24
Prix intérieurs	
Indexation dans la fonction publique	
Evolution des salaires	
Evolution des taux d'intérêt étrangers et belges	
3. Le marché du travail	29

Liste des figures

- FIGURE 1** Evolution conjoncturelle dans l'industrie
(indicateur de confiance)
- FIGURE 2** Croissance du PIB: évolution trimestrielle
(taux de croissance en %, t/t-4)
- FIGURE 3** Evolution trimestrielle de la consommation privée à prix constants
- FIGURE 4** Consommation privée, revenu disponible et taux d'épargne
- FIGURE 5** Evolution trimestrielle de l'investissement des entreprises à prix constants
- FIGURE 6** Taux d'investissement et rentabilité dans le secteur marchand
- FIGURE 7** Nombre d'habitations achevées et enquête auprès des architectes
- FIGURE 8** Indicateurs pour les exportations
- FIGURE 9** Evolution mensuelle de l'inflation
(taux de croissance en %, t/t-4)
- FIGURE 10** Coûts salariaux par rapport aux sept principaux partenaires
(1987=100)
- FIGURE 11** Evolution du nombre de demandeurs d'emploi
(y inclus les chômeurs âgés)

Ces prévisions macroéconomiques ont été transmises par l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) au Gouvernement fédéral dans le cadre de la préparation du budget fédéral pour l'année 1998. Selon la procédure prévue, le Bureau fédéral du Plan a soumis une proposition de Budget Economique au Comité Scientifique du Budget Economique et au Conseil d'Administration de l'ICN. Cette dernière instance adopte les chiffres définitifs et en porte la responsabilité finale. Le Comité Scientifique a émis un avis favorable sur le Budget Economique le 4 juillet 1997.

Les Comptes Nationaux 1996, publiés par l'ICN, ont été intégrés. Dans ces prévisions, il est fait l'hypothèse usuelle d'une politique inchangée en matière de finances publiques. Toutes les mesures en vigueur, y compris celles qui découlent du budget 1997 et du contrôle budgétaire 1997, sont reprises ici. L'impact d'éventuelles mesures additionnelles n'est par contre pas inclus dans ces prévisions. La situation macroéconomique et financière dans le reste du Monde est basée sur les dernières prévisions de la Commission Européenne, moyennant certains aménagements mineurs pour tenir compte des développements les plus récents sur les marchés financiers.

Ces prévisions ont été achevées le 4 juillet 1997.

L. Verjus

Président du Conseil d'Administration de
l'Institut des Comptes Nationaux

Bruxelles, juillet 1997

Chiffres clés pour l'économie belge

Variations en % en volume - sauf indications contraires

	95	96	97	98
Consommation privée	1.1	1.3	1.0	1.9
Consommation publique	0.9	1.8	0.7	1.2
Formation brute de capital fixe	3.2	0.6	3.8	3.1
Emplois finals nationaux	1.4	1.1	1.6	2.0
Exportations de biens et services (1)	6.8	3.2	4.9	5.7
Importations de biens et services (1)	6.1	2.8	4.5	5.2
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.7	0.4	0.5	0.6
Produit intérieur brut	2.1	1.5	2.1	2.5
Indice traditionnel des prix à la consommation	1.5	2.1	1.6	1.6
Indice santé	1.6	1.7	1.3	1.7
Revenu disponible réel des ménages	0.1	-0.4	1.2	2.0
Taux d'épargne des ménages (en % du revenu disponible)	17.7	16.3	16.4	16.5
Emploi intérieur (variation en milliers, situation au 30 juin)(2)	18.8	2.1	7.2	38.6
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	9.9	9.8	9.8	9.4
Balance des opérations courantes UEBL (en % du PIB)	5.1	5.0	5.4	5.8
Taux d'intérêt à court terme (%)	4.8	3.2	3.1	3.4
Taux d'intérêt à long terme 10 ans (%)	7.5	6.5	5.9	6.0

(1) Le pourcentage de variation en 1995 doit être interprété avec prudence, en raison de ruptures dans les flux bruts entre 1994 et 1995

(2) L'emploi intérieur augmente en 1997 de 5.000 et en 1998 de 14.500 unités suite à l'augmentation du nombre d'emplois ALE et PTP

La croissance économique devrait atteindre 2,5% en 1998 après une progression de 2,1 en 1997. La reprise de l'activité se déroule selon la dynamique prévue en juillet 1996 et en février dernier. Après avoir atteint un creux au début de 1996, la croissance s'est progressivement accélérée et nonobstant un léger ralentissement au début de l'année 1997, cette dynamique devrait se maintenir au cours du second semestre et en 1998.

La composition de la croissance devrait toutefois quelque peu se modifier en 1998. En effet, alors qu'au cours de 1997 les exportations et dans une moindre mesure les investissements des entreprises devraient représenter les moteurs de la croissance, en 1998 la consommation privée devrait donner une impulsion supplémentaire. La progression de l'emploi devrait donc rejoindre la liste des facteurs soutenant la croissance. Les facteurs à la base de la reprise des 18 derniers mois sont largement connus: une demande mondiale soutenue; l'appréciation du dollar des Etats-Unis, de la livre sterling et de la lire italienne; des taux d'intérêt internationaux et belges peu élevés; une rentabilité satisfaisante des entreprises et une augmentation très faible des prix.

L'ensemble de ces facteurs explique une croissance relativement élevée des exportations en 1997. La poursuite du mouvement de reprise dans les pays voisins et l'effet complet de la dépréciation du taux de change effectif du franc belge (estimée à plus de 3% en 1997) devraient permettre une progression encore plus importante des exportations en 1998.

Les investissements des entreprises devraient, comme au cours des deux années précédentes, croître plus rapidement que le reste de l'économie, de telle sorte que le taux d'investissement devrait encore progresser. L'augmentation de la rentabilité des entreprises devrait toutefois rester limitée, certainement en 1997, de telle sorte que l'accroissement des investissements risque d'être légèrement plus faible que ce qui était attendu au Budget économique de février 1997.

La consommation privée est restée relativement atone durant le premier semestre de cette année. Cette situation devrait toutefois évoluer positivement dans un avenir proche, non pas grâce à une nouvelle baisse du taux d'épargne, mais bien suite à la progression du revenu disponible des ménages. On s'attend, en effet, à ce que les salaires augmentent un peu plus vite qu'au cours des années précédentes, tout en restant dans les limites de la

marge maximale d'augmentation des coûts salariaux fixées par le Gouvernement. Le principal soutien à la croissance du revenu disponible devrait toutefois venir des créations d'emplois.

La croissance moyenne du nombre de salariés du secteur privé est restée, au cours de ces trois dernières années, limitée à environ 0,3% par an. Cette croissance devrait atteindre plus de 1% en 1998. L'emploi, exprimé en heures de travail, n'aurait plus augmenté dans une telle mesure depuis 1990. La modération salariale persistante et les mesures spécifiques en faveur de l'emploi seraient à la base de ce résultat. En effet, les accords sectoriels prévoient explicitement l'utilisation des dispositifs proposés par le Gouvernement pour favoriser les créations d'emplois. Ainsi, ces nouveaux emplois comptabilisent un nombre croissant de temps partiels qui devraient croître de 6% et dépasser les 400.000. Par ailleurs, le nombre de personnes travaillant pour les agences locales pour l'emploi augmente sensiblement. Leur nombre est repris dans la catégorie des salariés. Le taux de chômage (selon la définition standardisée Eurostat) devrait passer de 9,8% cette année à 9,4% en 1998.

L'indice traditionnel des prix à la consommation devrait progresser de 1,6%, aussi bien cette année que l'année prochaine. L'indice santé devrait augmenter de 1,7% en 1998 après une hausse de 1,3% cette année. Dans ces conditions, l'indexation des salaires dans la fonction publique et des allocations sociales devrait avoir lieu en octobre 1997 et en novembre 1998.

L'appréciation importante du dollar américain et de la livre sterling en 1996 et au cours des premiers mois de 1997 devrait entraîner une plus forte augmentation des prix à l'importation que des prix à l'exportation (et donc une détérioration des termes de l'échange), de telle sorte que la hausse du déflateur du produit intérieur brut devrait rester limitée à 1,5% en 1997 pour revenir à un niveau de 1,6% en 1998.

*Conjoncture
internationale en
1997 et 1998*

L'environnement international sur lequel repose le présent Budget Economique est basé sur les dernières prévisions de la Commission Européenne¹. D'après celles-ci, la reprise graduelle observée au cours de la seconde moitié de 1996 dans la plupart des pays européens devrait se renforcer progressivement au cours des deux prochaines années. Ainsi, la croissance pour l'ensemble de l'Union Européenne devrait atteindre 2,4% en 1997 et 2,8% en 1998. En particulier, les pays ayant connu en 1996 des taux de croissance inférieurs à 2% (Belgique, Allemagne, France, Italie, Autriche et Suède) devraient, à l'horizon 1998, se rapprocher du groupe de pays dont la croissance actuelle est plus soutenue (Danemark, Grèce, Espagne, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Finlande et Royaume-Uni).

Cette croissance plus soutenue en 1997-98 devrait être tirée initialement par le dynamisme des exportations de l'Union Européenne, celles-ci bénéficieraient de la dépréciation des monnaies européennes (à l'exception de la livre sterling) par rapport au dollar des Etats-Unis et d'une demande mondiale vigoureuse. Progressivement toutefois, les investissements (surtout en équipements) et la consommation privée devraient prendre le relais. En effet, la formation brute de capital fixe devrait être favorablement influencée par le niveau élevé de rentabilité, des taux d'intérêt faibles et des perspectives de demande, tandis que la consommation privée devrait être soutenue par un regain de confiance des consommateurs (qui se traduirait par une baisse du taux d'épargne), une croissance (modérée) des salaires et une augmentation de l'emploi.

Au niveau de la sphère monétaire, les prévisions de printemps de la Commission retiennent l'hypothèse d'un taux de change moyen proche de 1,7 deutsche mark pour 1 dollar des Etats-Unis pour les années 1997 et 1998. Ceci représente une dépréciation du mark vis-à-vis du dollar de plus de 12% par rapport à 1996. Concernant les taux d'intérêt, la Commission Européenne suppose la poursuite d'une politique monétaire accommodante en Allemagne en 1997 avec un resserrement progressif accompagnant la reprise économique. Ainsi, les taux d'intérêt allemands à court terme s'élèveraient à 3,1% en moyenne pour 1997 pour remonter à 3,4% l'année suivante. Les taux d'intérêt allemands

1. Commission Européenne - Direction générale des Affaires économiques et financières "Budgets Economiques 1997 - 1998", printemps 1997.

à long terme devraient se stabiliser aux alentours de 5,7% en 1997 puis remonter légèrement en 1998 pour atteindre 5,9%².

Les cinq principaux partenaires commerciaux européens de la Belgique ont connu en 1996 des évolutions quelque peu différenciées. En Allemagne, après une quasi stagnation au cours du premier trimestre de 1996, la croissance a progressivement repris vigueur pour atteindre 1,4% en moyenne annuelle. Cette reprise est surtout tirée par les exportations qui bénéficient de la dépréciation du taux de change effectif du deutsche mark, de la baisse du coût salarial unitaire et de l'accélération de la demande extérieure en produits importés et plus particulièrement en biens d'équipements, dans lesquels l'industrie allemande est spécialisée. Par contre, la demande intérieure est restée faible en 1996 et ne devrait progresser que modestement sur l'ensemble de l'année 1997. La consommation privée a été freinée par la crainte du chômage, qui connaît une progression ininterrompue depuis le milieu de 1995 pour toucher actuellement plus de 4,2 millions d'individus, et par l'augmentation des cotisations sociales liées aux pensions. Les investissements privés, dont la croissance a été négative en 1996, devraient à nouveau augmenter en 1997 à condition que l'accroissement des capacités des entreprises allemandes ne s'opère pas en dehors du territoire national comme cela semble avoir été le cas dans un passé récent. Dès lors, la Commission prévoit une croissance du PIB de 2,3% en 1997 et de 2,8% à l'horizon 1998, grâce à la reprise de la demande intérieure.

La France a connu en 1996 une évolution assez similaire à celle de l'Allemagne, mis à part la consommation privée qui a été dynamisée début 1996 par les achats de véhicules automobiles neufs favorisés par la prime accordée par l'Etat jusqu'à la fin septembre. Pour la période 1997-98 la Commission Européenne suppose une dynamique identique à celle de son voisin d'outre-Rhin, soit une croissance de 2,3% en 1997 et de 3,0% en 1998.

La situation aux Pays-Bas a été toute autre en 1996: l'économie néerlandaise a cru à un rythme moyen de 2,8%, soit un taux nettement supérieur à celui de l'Allemagne et de la France. De plus la vigueur de cette croissance n'est pas imputable au commerce extérieur, mais bien à la vitalité de la consommation privée et de l'investissement. Malgré une hausse modeste des salaires, les

2. Ces hypothèses en matière de taux d'intérêt à court et long terme diffèrent très légèrement de celles retenues par la Commission Européenne afin de prendre en compte les dernières observations disponibles.

fortes créations d'emplois et les réductions d'impôts et de cotisations sociales ont permis une progression assez importante du revenu disponible des ménages. Les statistiques pour le premier trimestre de 1997 semblent confirmer que la croissance devrait se maintenir à un niveau élevé, probablement aux alentours des 3%. Pour 1998, les Pays-Bas pourraient même connaître une croissance légèrement plus forte grâce à une contribution accrue du commerce extérieur.

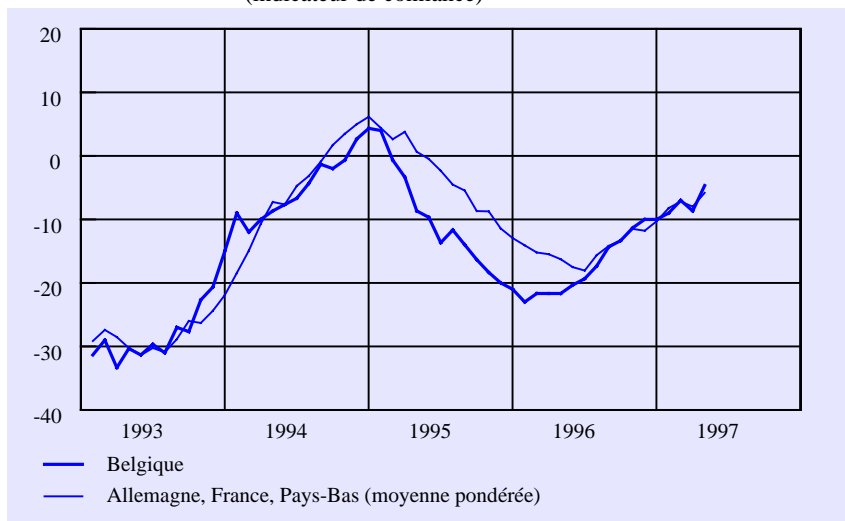
Au Royaume-Uni la croissance économique de 2,1% en 1996 a surtout été soutenue par la consommation privée, particulièrement au cours du second semestre. Cette accélération de la consommation privée renforcée par l'investissement résidentiel devrait permettre une croissance du PIB de 2,8% en 1997 et de 2,6% en 1998 et ce malgré la contribution négative des exportations nettes, freinées par l'appréciation du taux de change effectif de la livre sterling en 1997.

L'économie italienne, après avoir fait quasiment du sur-place au cours de l'année 1996, ne devrait croître que modérément en 1997 et 1998 (soit respectivement de 1,2% et 2,0%). Les difficultés que rencontrent l'Italie s'expliquent principalement par l'appréciation de la lire en 1996 et surtout par le processus rapide d'assainissement des finances publiques qui pèse lourdement sur la demande intérieure.

Tout comme en 1996, l'environnement extra-UE devrait continuer à être porteur au cours de la période 1997-98. Aux Etats-Unis la période d'expansion économique, ininterrompue depuis cinq ans, devrait rester soutenue en 1997 (+2,8%), comme semble le confirmer la forte progression du PIB au cours du premier trimestre de l'année. Pour 1998, l'économie américaine devrait retrouver un sentier de croissance plus proche de son niveau potentiel (+2,2%). Après une croissance importante en 1996 (+3,6%) obtenue en partie grâce à l'importance des investissements publics, le PIB du Japon devrait croître à un rythme plus modéré en 1997 (+1,6%), suite au ralentissement du programme d'investissement et à l'augmentation de la TVA. Le Japon devrait toutefois à nouveau connaître une accélération de la croissance en 1998 (+2,5%). La croissance dans le reste du monde devrait être vigoureuse au cours des deux prochaines années, non seulement grâce au dynamisme des dragons asiatiques (7,0% de croissance en moyenne sur la période) mais également du fait des autres pays en développement (+6,7%) et des pays d'Europe Centrale et de l'ex-Union Soviétique (+3,1%).

L'évolution de la conjoncture belge ces dernières années n'a pas été très différente de celle de ses trois pays voisins. La reprise conjoncturelle datant de la fin de l'année 1993 s'est provisoirement arrêtée au début de 1995. Cette rupture de tendance s'explique par l'appréciation du taux de change des monnaies de la 'zone mark' qui a pénalisé les exportations, alors que les composantes de la demande intérieure prenaient insuffisamment le relais. L'année 1996 a marqué la reprise de l'activité malgré le fait que celle-ci ait mis un certain temps à se dessiner. La Belgique et les pays voisins ont enregistré un taux de croissance non négligeable en 1996: le PIB réel a cru de 1,5% en Belgique et de 1,8% en moyenne dans les trois autres pays. La reprise depuis 1996 est plus généralisée qu'en 1994 et est soutenue aussi bien par l'industrie manufacturière que par le commerce et la construction. Toutefois, malgré ce socle plus large, l'amélioration de la situation conjoncturelle semble d'une ampleur plus modeste qu'en 1994.

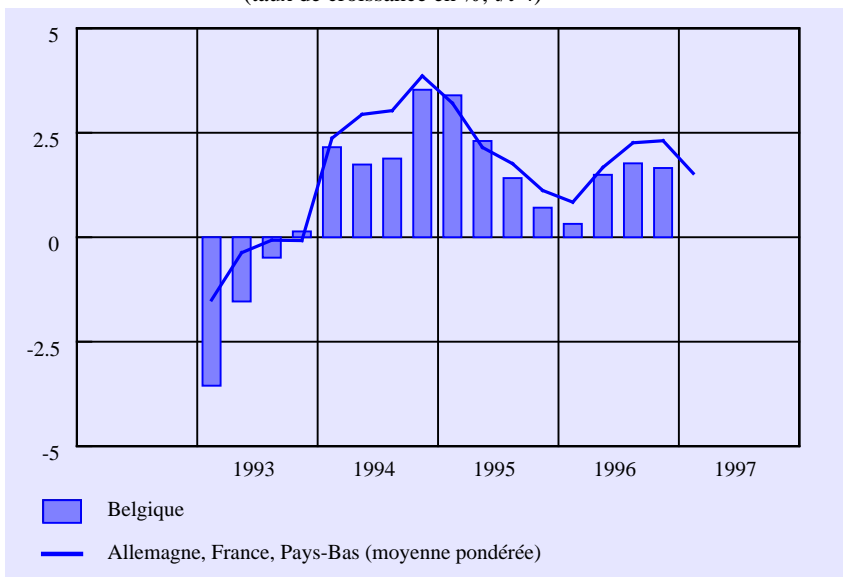
FIGURE 1 Evolution conjoncturelle dans l'industrie
(indicateur de confiance)



Source: Commission Européenne, Bureau fédéral du Plan

Les premiers mois de l'année 1997 ont été caractérisés par une évolution instable des résultats des enquêtes de conjoncture. Après un premier trimestre hésitant, une forte progression a été enregistrée en avril avant de subir une correction partielle en mai. La tendance reste toutefois orientée à la hausse. Une accélération progressive de la croissance est attendue pour le second semestre de l'année 1997, surtout dans les secteurs exportateurs et producteurs de biens d'équipement.

FIGURE 2 Croissance du PIB: évolution trimestrielle (taux de croissance en %, t/t-4)



Source: BNB, OCDE, Bureau fédéral du Plan

Comparée au troisième et quatrième trimestre de 1996 (des taux de croissance de l'ordre de 2%), la progression du PIB a été faible en Belgique et dans les pays voisins au cours du premier trimestre de 1997. Cette performance modeste s'explique en bonne partie par le nombre réduit de jours ouvrables (le premier trimestre de 1997 a connu trois jours ouvrables de moins que le trimestre correspondant de 1996). On s'attend dès lors à ce que les taux de croissance soient plus élevés durant les prochains trimestres.

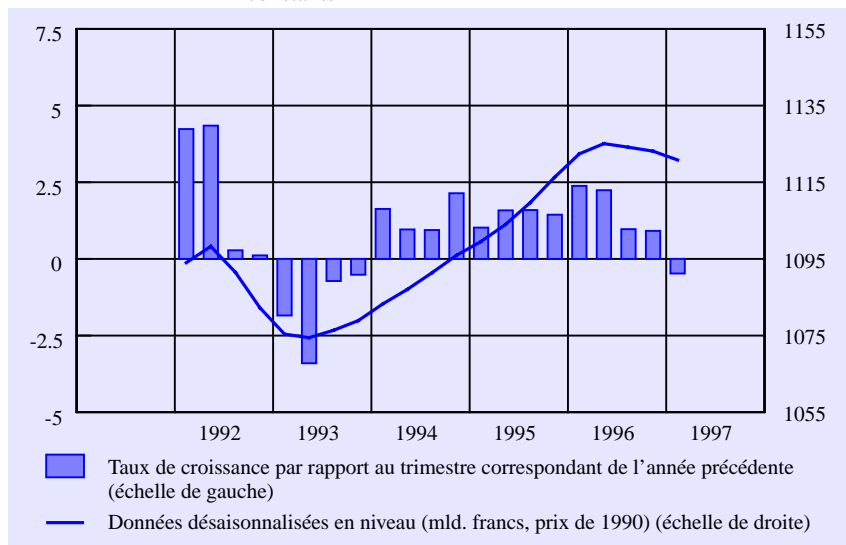
L'accélération de la croissance en 1998 suppose une reprise de la consommation privée et des investissements dans l'ensemble des pays de l'Union Européenne. Les données actuelles, en particulier pour l'Allemagne et la France, ne permettent pas encore de conclure que cette dynamique est en place. Au cas où la demande intérieure ne prendrait pas le relais des exportations nettes (manque de confiance des consommateurs et investisseurs, absence de créations d'emploi) la reprise pourrait s'avérer beaucoup plus molle que prévue et déboucher sur une situation analogue à celle de 1995-96.

Les prévisions de la Commission supposent implicitement un aboutissement "heureux" du processus de convergence devant conduire à l'Union Monétaire en 1999. Ceci implique en particulier l'absence de dérapages des déficits publics au dessus des 3%, ce qui ne semble pas acquis pour certains pays. Au cas où le processus de convergence ne serait pas mené à son terme, la réaction des marchés financiers par le biais de mouvements sur les taux d'intérêt et les taux de change pourraient compromettre la reprise économique. De même, après que soit tombée la sélection des pays participant à l'UEM, prévue au printemps 1998, l'exclusion initiale de certains pays pourrait induire des corrections sur les marchés des changes et sur les marchés des capitaux.

1. Le PIB et ses composantes

Consommation privée Depuis son recul au cours des derniers trimestres de 1992 et du premier semestre de 1993, la consommation privée n'a cessé de progresser. Cette croissance, comprise entre 1 et 1,5% par an sur la période 1994-96, peut être qualifiée de relativement faible. En effet, le rythme d'augmentation de la consommation privée est notablement moins soutenu qu'au cours de la période 1988-91, où des taux de croissance annuels de 3% ou plus ont été enregistrés.

FIGURE 3 Evolution trimestrielle de la consommation privée à prix constants

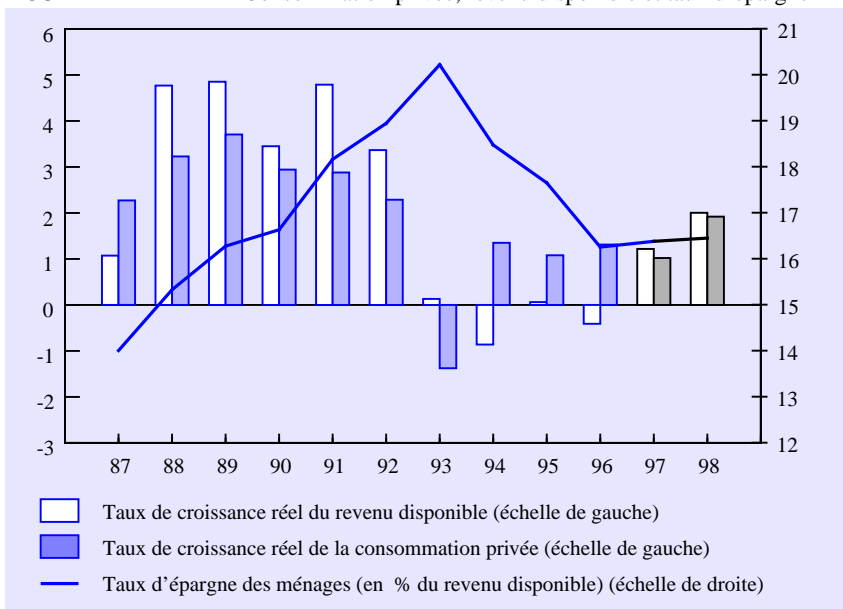


Source: Estimations Bureau fédéral du Plan

La progression de la consommation privée durant la période 1994-96 semble être totalement imputable à la baisse de la propension à épargner des ménages. Le taux d'épargne des ménages a atteint en 1993 un maximum historique (plus de 20%) et s'est réduit depuis de près de 4 points de pour-cent. Au cours de la même période le revenu disponible réel des ménages a légèrement baissé (-0,4%). La dynamique pour 1997 et 1998 devrait être différente de celle des années précédentes.

Après la légère baisse du revenu disponible réel pendant les années 1994-96, des augmentations devraient être enregistrées en 1997 et 1998 (de 1,2% en 1997 et 2% en 1998). Celles-ci sont imputables en premier lieu au remplacement du blocage des salaires réels (1995-96) par la norme salariale pour les années 1997-98, qui autorise une certaine hausse du salaire horaire réel. De plus, les créations d'emplois devraient également contribuer à l'amélioration du revenu disponible des ménages au cours de la période 1997-98. La croissance de l'emploi devrait être plus élevée en 1998 qu'en 1997, ce qui explique en grande partie la plus forte croissance du revenu disponible en 1998. Parallèlement, les revenus des indépendants et les revenus de la propriété devraient connaître une progression plus forte qu'en 1997. En ce qui concerne ces derniers, l'année 1998 devrait marquer la fin de la baisse des intérêts reçus tandis que les dividendes distribués aux ménages devraient augmenter plus rapidement qu'en 1997.

FIGURE 4 Consommation privée, revenu disponible et taux d'épargne



Source: ICN, Bureau fédéral du Plan

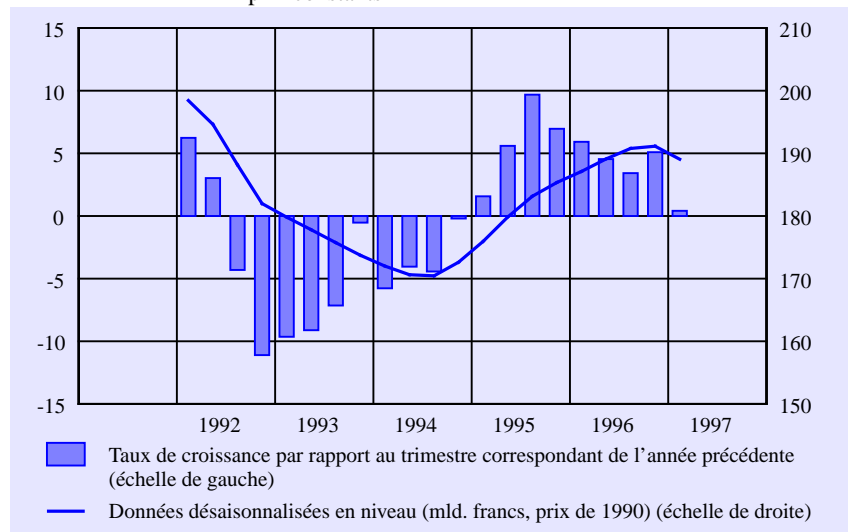
La croissance de la consommation privée en 1997 et 1998 devrait donc être totalement expliquée par la hausse, décrite ci-dessus, du revenu disponible des ménages. Ceci implique dès lors qu'à l'horizon 1998 et contrairement aux années précédentes, le taux d'épargne devrait se maintenir à son niveau de 1996 (aux alentours de 16,5%).

Au total, la consommation privée devrait croître en termes réels de 1% en 1997 et de 1,9% en 1998. La croissance limitée en 1997 prend en compte la faiblesse du premier trimestre et l'amélioration progressive en cours d'année.

Investissements des entreprises

Les investissements des entreprises³ évoluent à la hausse depuis le dernier trimestre de 1994. Cette phase d'expansion a suivi une période de trois années (1992-94) pendant laquelle on a enregistré un assez fort repli des investissements des entreprises.

FIGURE 5 Evolution trimestrielle de l'investissement des entreprises à prix constants



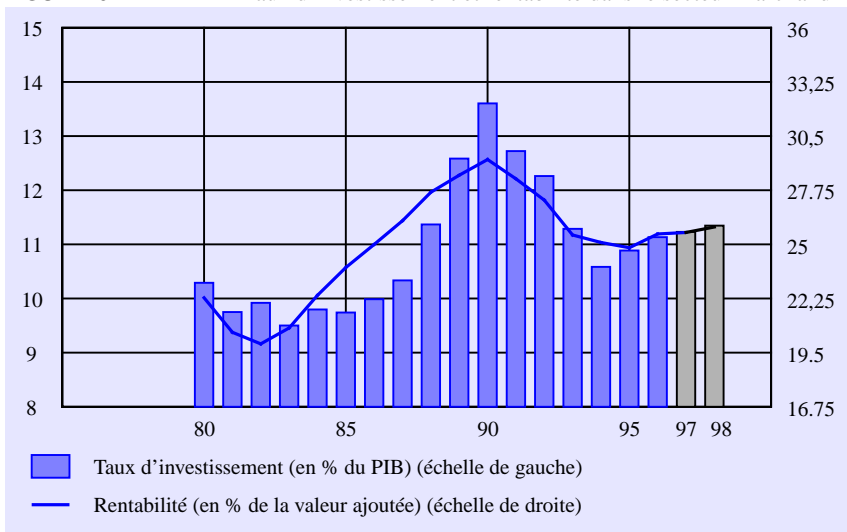
Source: Estimations Bureau fédéral du Plan

3. Y compris les investissements des indépendants.

Ces dernières années, le climat a été propice aux investissements grâce au niveau bas des taux d'intérêt, à l'évolution favorable des bénéfices des entreprises et au taux d'utilisation élevé des capacités de production. Ces facteurs positifs devraient persister en 1997 et 1998.

Les investissements dans l'industrie manufacturière constituent, au sein des investissements des entreprises, la composante la plus sensible à la conjoncture. Depuis le début de 1995, le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière se situe aux alentours des 80%, soit un niveau historiquement élevé. La dernière enquête bi-annuelle de la BNB sur les investissements dans l'industrie manufacturière (juin 1997) prévoit une croissance (nominale) d'environ 7% en 1997. Comme prévu, le chiffre issu de l'enquête réalisée à l'automne de l'année dernière (+10%) a été revu à la baisse. La hausse prévue reste néanmoins importante. Le recul des investissements dans les secteurs industriels durant le premier trimestre de l'année 1997 (cf. figure 5) doit être considéré comme un phénomène temporaire. Enfin, les investissements dans les secteurs non-industriels ont continué de présenter une dynamique porteuse au cours des derniers trimestres.

FIGURE 6 Taux d'investissement et rentabilité dans le secteur marchand



Source: ICN, Bureau fédéral du Plan

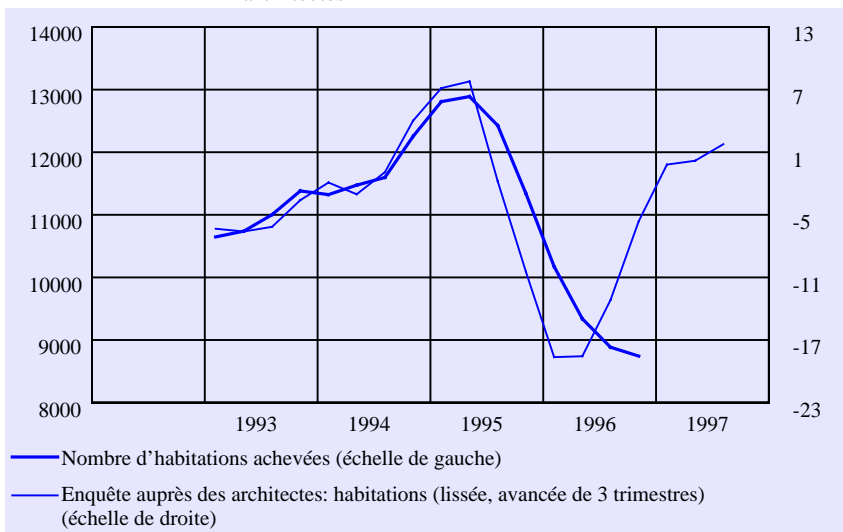
L'évolution de la rentabilité⁴ dans le secteur marchand justifie la poursuite de la hausse, bien que limitée, du taux d'investissement (de 11,1% en 1997 à 11,3% en 1998). L'augmentation de la rentabilité et du taux d'investissement devrait toutefois être moins prononcée que durant les deux années précédentes. Après quatre années de croissance, le taux d'investissement en 1998 devrait être d'environ 0,7 points de pour-cent supérieur à son niveau du dernier creux conjoncturel (10,6% en 1994). Le taux d'investissement de 1998 se situerait toutefois encore 2,3 points de pour-cent en dessous de son niveau record de 1990 (13,6%). Avec des taux de croissance de 3% en 1997 et de 3,7% en 1998, les investissements des entreprises resteraient un moteur important de la croissance, quoique leur contribution serait plus limitée que les deux années précédentes.

Investissements en logements

L'activité dans le secteur de la construction résidentielle a connu un repli important au cours du second semestre de 1995. Le nombre d'habitations achevées est resté faible pendant le premier semestre de 1996, mais plusieurs indicateurs (e.a. l'enquête auprès des architectes concernant le volume des projets définitifs en chantier) donnent à penser que le niveau d'activité a progressé au cours du second semestre.⁵ La baisse des taux hypothécaires et les baisses sélectives de TVA (sur les petites habitations et la restauration de vieilles maisons) n'ont certainement pas été étrangères à cette reprise. L'amélioration sur le segment des nouvelles constructions au cours du second semestre de 1996, ainsi que la contribution de la rénovation, n'ont toutefois pas été suffisants pour compenser les mauvais résultats du premier semestre, de telle sorte que pour l'année 1996 dans son ensemble une croissance réelle négative (-4%) a été enregistrée pour le secteur.

-
4. L'indicateur de rentabilité, utilisé ici dans un contexte d'analyse de l'évolution macroéconomique des investissements des entreprises, est représenté par la moyenne mobile sur trois ans de l'excédent brut d'exploitation moins les impôts des entreprises et des indépendants exprimé en pour-cent de leur valeur ajoutée aux coûts des facteurs. Le taux d'investissement présenté à la figure 6 a été calculé comme le rapport entre les investissements des entreprises et le produit intérieur brut (les deux séries à prix courants).
 5. Les chiffres trimestriels les plus récents concernant le nombre d'habitations achevées présentés à la figure 7 sont incomplets et devraient normalement être revus à la hausse dans les mois à venir.

FIGURE 7 Nombre d'habitations achevées et enquête auprès des architectes



Source: INS, BNB, Bureau fédéral du Plan

Sous l'impulsion des taux d'intérêt peu élevés et des mesures citées ci-dessus, les investissements en logements devraient retrouver en 1997 leur niveau de 1995.

Les indicateurs les plus récents en matière d'activité dans le secteur de la construction résidentielle semblent indiquer une stabilisation plutôt que la poursuite de l'amélioration de l'activité. L'évolution peu enthousiasmante du revenu disponible des ménages durant ces dernières années constitue probablement un frein à une plus forte expansion des investissements en logements. De plus, certaines mesures en faveur de l'investissement résidentiel devraient prendre fin en 1997 et donc exercer un effet négatif sur l'activité du secteur en 1998. Dans ces conditions, un taux de croissance positif mais très faible est attendu pour 1998 (0,5%).

Dépenses publiques

Durant les années '80, l'importance de la consommation publique dans le produit intérieur brut a reculé de plus de 18% à 14 ou 15%. Cette part est restée relativement constante depuis 1990. Ceci signifie toutefois que la consommation publique n'a pas été un stimulant supplémentaire à la croissance économique.

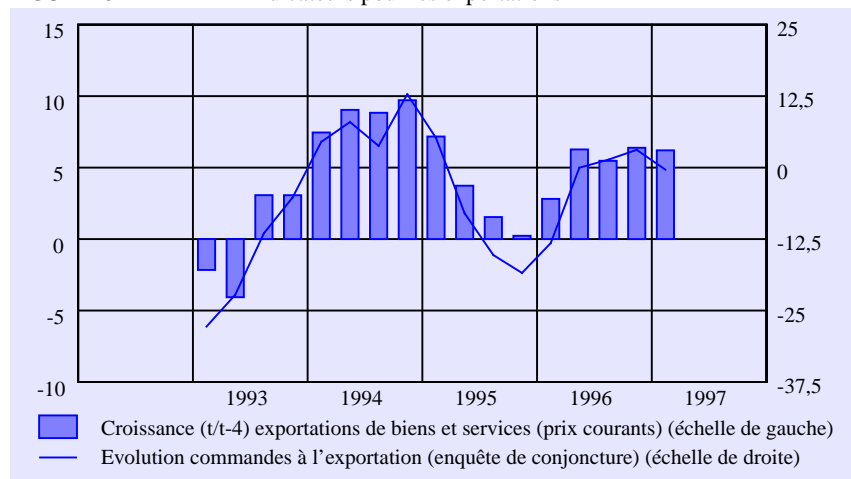
Les salaires et les pensions des fonctionnaires représentent la partie la plus importante de la consommation publique. Ceux-ci ne devraient augmenter que très modérément en 1997 et 1998: la masse salariale devrait augmenter en termes réels de 0,4% en 1997 et de 1% en 1998. Aussi bien la croissance du salaire par tête avant indexation que le nombre d'emplois dans le secteur public devraient plus ou moins rester stables sur l'ensemble des deux années.

Les investissements publics fluctuent de façon importante. L'origine de cette évolution réside entre autres dans le fait que les ventes de bâtiments publics sont considérées dans les Comptes Nationaux comme des investissements publics négatifs. Le produit des ventes de bâtiments publics a été assez élevé en 1996 et devrait évoluer à la baisse en 1997 et l'année prochaine. Abstraction faite des ventes de bâtiments, les investissements publics en volume devraient augmenter d'environ 6% en 1997 et de 3% en 1998.

Exportations et importations

Après un repli au cours des deux premiers trimestres de 1993, les exportations ont connu une progression continue jusqu'à la fin de 1994, constituant d'ailleurs le principal moteur de la croissance économique. La reprise enregistrée depuis le début de l'année 1996 semble durable, tout en se situant à un niveau plus modeste qu'en 1994.

FIGURE 8 Indicateurs pour les exportations



Source: BNB, Bureau fédéral du Plan

Au cours de la période 1997-98, l'accélération de la croissance des marchés extérieurs, ainsi que les effets de la dépréciation du taux change effectif du franc belge devraient constituer un soutien important à la croissance. En effet, la reprise dans les pays partenaires, en particulier en Allemagne et en France, explique que la croissance des marchés extérieurs potentiels pour la Belgique s'élèverait à 5,9% en 1997 et à 6,8% en 1998 (contre seulement 4,0% en 1996).

Par ailleurs, l'appréciation du dollar, de la livre sterling et de la lire italienne par rapport au franc belge en 1996 et dans les premiers mois de 1997, entraînerait une dépréciation du taux de change effectif de 3,2%⁶ en 1997. Même si cette dépréciation permet initialement aux exportateurs belges d'accroître leurs prix exprimés en francs belges et donc leurs marges bénéficiaires, comme cela semble avoir été le cas au cours des premiers mois de l'année, cette dépréciation devrait progressivement mener à des baisses de prix exprimés dans les monnaies qui se sont appréciées et par conséquent à des gains de parts de marché. La hausse des prix à l'exportation devrait dès lors être sensiblement plus faible que celle des prix à l'importation et impliquer une détérioration des termes de l'échange de l'ordre de 0,3 points de pour-cent en 1997 et une stabilisation en 1998.

Au total les exportations belges devraient progresser de 4,9% en 1997 et de 5,7% en 1998, soit environ 1 point de pour-cent de moins que les marchés potentiels, les gains de compétitivité ne permettant pas d'enrayer totalement les pertes tendancielles de parts de marché.

Parallèlement, la croissance des importations devrait s'accroître en 1997 et 1998 (respectivement 4,5% et 5,2% contre 2,8% en 1996), tout en restant inférieure à celle des exportations. Cet écart s'explique d'une part par la moindre progression de la demande intérieure belge par rapport à celle de ses principaux partenaires commerciaux et de l'autre par la compétitivité accrue des produits belges sur le marché national. Cet effet devrait toutefois rester limité puisque les exportateurs américains, anglais et italiens devraient en partie compenser l'appréciation du taux de change de leur monnaie par une compression de leurs marges.

6. Compte tenu des observations les plus récentes, la dépréciation pourrait même être plus importante (près de 4%).

Dans ces conditions, la contribution des exportations nettes à la croissance devrait s'élever à 0,5% et 0,6% respectivement en 1997 et 1998.

Le surplus de la balance des opérations courantes de l'UEBL devrait continuer de progresser en 1997 et 1998 pour atteindre respectivement 5,4% et 5,8% du PIB. Cette progression s'explique bien entendu par le fait que les exportations nettes en volume augmentent suffisamment pour plus que compenser les pertes des termes de l'échange.

2. Les évolutions financières: prix, coûts et taux d'intérêt

Prix intérieurs

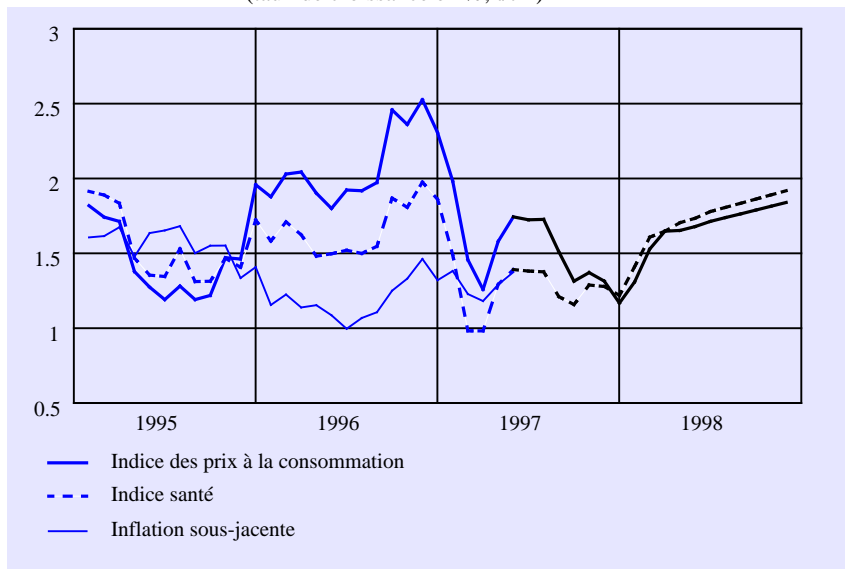
Au cours des douze derniers mois, l'inflation a connu une évolution assez erratique. Pendant le second semestre de 1996 le taux de croissance⁷ de l'indice des prix à la consommation est passé de 1,8% en juin à plus de 2,5% en décembre. Cette accélération de l'inflation pendant cette période est d'abord le résultat de la hausse du taux de change du dollar et des prix énergétiques sur le marché mondial. La hausse des accises sur les carburants et l'alcool durant le dernier trimestre de 1996 a également joué un rôle important. Enfin, l'inflation sous-jacente⁸ s'est accélérée depuis la mi-96 (d'environ 1,1% à la mi-1996 à 1,5% fin 1996).

L'inflation mensuelle a été réduite de moitié durant les premiers mois de l'année, pour atteindre 1,26% en avril. Plus de la moitié de cette baisse est imputable au repli des prix internationaux de l'énergie et à la disparition, depuis janvier 1997, de l'effet de la hausse de la TVA et de la taxe de circulation compensatoire pour les véhicules diesels (datant toutes les deux de janvier 1996). L'évolution des prix des fruits et légumes frais a également eu un effet à la baisse sur l'inflation. Enfin, l'inflation sous-jacente s'est également ralentie (jusqu'à environ 1,2% en avril). Cette interruption de la tendance à la hausse de l'inflation sous-jacente, qui avait démarré à la mi-1996, était plutôt inattendue, surtout eu égard à la dépréciation du taux de change effectif du franc belge depuis la fin de 1995.

7. Ces taux expriment la croissance enregistrée par rapport au mois correspondant de l'année précédente.

8. L'inflation sous-jacente exclut l'impact des modifications de TVA, d'accises et des autres taxes indirectes, ainsi que les prix des produits énergétiques, du tabac, des alcools, des fruits et légumes frais.

FIGURE 9 Evolution mensuelle de l'inflation
(taux de croissance en %, t/t-4)



Source: MAE, prévisions Bureau fédéral du Plan

L'inflation a repris son mouvement de yo-yo en augmentant durant les deux derniers mois (de 1,26% à 1,74%). L'inflation sous-jacente semble aussi être orientée à la hausse. Pour le second semestre de 1997 on suppose une poursuite modérée de la hausse de l'inflation sous-jacente (jusqu'à environ 1,5% à la fin de 1997). En 1998 l'inflation sous-jacente devrait, dans le sillage de la hausse des prix à l'importation, continuer d'augmenter (jusqu'à environ 2% à la fin de l'année).

Pour les prix du pétrole exprimés en dollar, en partant du niveau actuel (environ 18 USD le baril à la mi-1997) et en tenant compte de l'augmentation de la demande au fur et à mesure de la poursuite de la reprise économique, le baril devrait atteindre environ 20,5 USD à la fin 1998. Rappelons enfin que les prévisions d'inflation sont faites sous l'hypothèse de politique inchangée, et donc en l'absence de hausses de TVA et d'accises.

En prenant en compte l'ensemble des facteurs mentionnés ci-dessus, la hausse moyenne de l'indice des prix à la consommation devrait s'élever à 1,6%, aussi bien en 1997 qu'en 1998. La

contribution de l'inflation sous-jacente devrait être plus importante en 1998, mais elle devrait être neutralisée (étant donné les hypothèses de base décrites ci-avant) par une contribution plus faible des prix de l'alcool et de l'énergie. Cette neutralisation ne devrait pas se produire pour l'indice santé, de telle sorte que le taux de croissance de cet indice devrait être plus élevé l'année prochaine que cette année (1,7% en 1998 contre 1,3% en 1997). Cette évolution mensuelle erratique de l'inflation a également pour conséquence que le coefficient d'indexation macroéconomique pour les salaires du secteur privé en 1997 (1,5%) devrait être plus élevé que le taux de croissance de l'indice santé de la même année. En 1998, le coefficient moyen d'indexation (1,5%) devrait être plus faible que le taux de croissance de l'indice santé, ce qui est normal en période de reprise de l'inflation.

Indexation dans la fonction publique

Sur base des prévisions de l'évolution mensuelle de l'indice santé, l'indice pivot⁹ pour l'indexation des salaires dans la fonction publique devrait être atteint en août 1997. Ceci signifie que les salaires dans le secteur public devraient être adaptés à la hausse du coût de la vie deux mois plus tard, donc en octobre 1997. Les allocations sociales devraient être indexées simultanément.

En 1998¹⁰, l'adaptation des salaires dans le secteur public et des allocations sociales à l'inflation devrait avoir lieu en novembre, soit un mois plus tard qu'en 1997.

Evolution des salaires

Depuis 1997, l'évolution des salaires dans les entreprises est soumise à la norme salariale, décrite dans la loi du 26 juillet 1996. Le Gouvernement a déterminé que pour la période 1997-98 la hausse nominale du coût salarial horaire ne pourrait excéder la barre des 6,1%. Les conventions collectives intersectorielles et sectorielles ont été bouclées et le Ministère fédéral de l'Emploi et du Travail a pu conclure sur cette base que les augmentations salariales ont toujours respecté la marge autorisée. On ne s'attend pas à ce que les accords au niveau de l'entreprise modifient sensiblement ce constat.

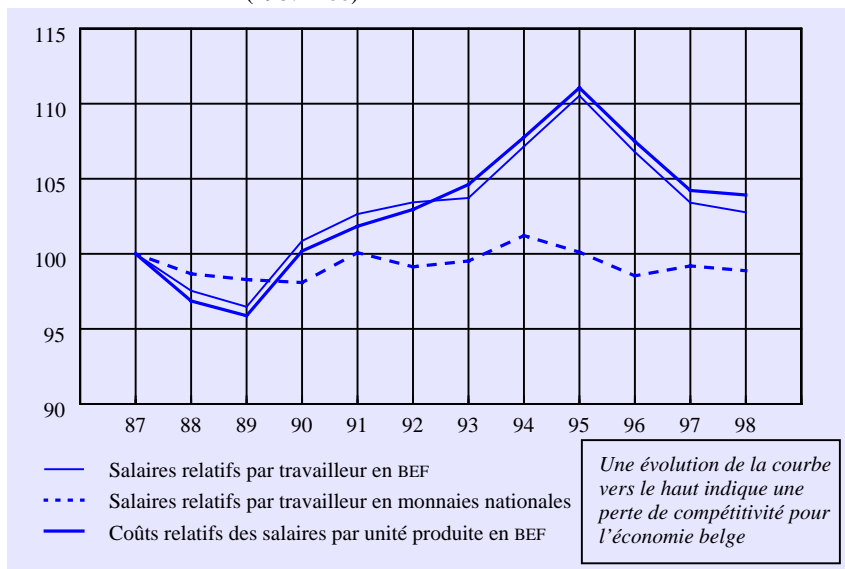
9. Celui-ci s'élève actuellement à 121,92.

10. Au 1 janvier 1998, l'année de base pour l'indice des prix à la consommation et l'indice santé sera modifiée (de 1988 à 1996). Nous supposons que cette opération n'aura pas d'effet sur le moment où l'indexation aura lieu.

Pour déterminer la norme salariale maximale, le Gouvernement s'est basé sur l'inflation prévue en décembre 1996. Les prévisions en matière d'inflation sont actuellement sensiblement plus basses, aussi bien pour cette année que pour l'année prochaine. Pour cette raison on s'attend à ce que l'augmentation nominale des salaires soit plus faible qu'initialement prévu. De plus, les présentes prévisions tiennent compte du fait que la plupart des accords n'ont été conclus qu'au premier semestre de 1997, de telle façon que les hausses salariales devraient être légèrement plus faibles pour l'ensemble de l'année 1997 que celles en 1998.

FIGURE 10

Coûts salariaux par rapport aux sept principaux partenaires (1987=100)



Source: Commission Européenne, Bureau fédéral du Plan

La croissance modérée du coût salarial par travailleur sur la période 1997-1998, combinée à la dépréciation du taux de change effectif du franc belge en 1997, permettrait d'accroître la compétitivité des biens et services produits en Belgique. Ainsi, par rapport à nos sept principaux partenaires commerciaux (Allemagne, France, Pays-Bas, Royaume-Uni, Italie, Etats-Unis et Japon) le coût relatif des salaires par unité produite devrait se réduire de 3,0% en 1997 et de 0,3% en 1998. Toutefois, par rapport aux trois principaux partenaires commerciaux (Allemagne,

France et Pays-Bas) on enregistrerait une très légère augmentation de l'ordre de 0,1% en 1997 et de 0,2% en 1998. Cette évolution n'est pas attribuable à la croissance des salaires par travailleur, qui resterait en deçà de celle des trois pays voisins, mais bien aux gains de productivité, plus faibles que dans la moyenne des trois pays¹¹.

Evolution des taux d'intérêt étrangers et belges

En l'absence de tensions inflationnistes et face à une reprise timide de la demande intérieure, la politique monétaire allemande devrait rester accommodante au cours de l'année 1997. Ainsi, le niveau des taux d'intérêt à court terme allemands devrait être en moyenne très légèrement inférieur en 1997 à celui de l'année précédente (soit 3,1% contre 3,2% en 1996). Accompagnant la reprise de l'activité économique, les taux d'intérêt à court terme devraient progressivement se redresser au cours de l'année 1998 pour atteindre un niveau moyen de 3,4%.

L'hypothèse de découplage des taux d'intérêt à long terme en Allemagne et aux Etats-Unis semble être confirmée par l'appréciation récente du dollar vis-à-vis du deutsche mark. Dans ces conditions, les taux d'intérêt allemands à 10 ans devraient s'établir en moyenne à 5,7% sur l'année 1997 pour remonter toutefois légèrement à l'horizon 1998 et atteindre 5,9%.

Malgré quelques mouvements erratiques toujours possibles à l'approche de la décision concernant la liste des Etats participants à l'Union Monétaire, les différentiels de taux d'intérêt à court terme entre l'Allemagne et les autres pays de l'Union Européenne devraient continuer de se réduire au cours de la période 1997-98 et même disparaître pour les futurs participants à l'UEM. Ce phénomène, que l'on peut observer en Belgique depuis 1996, devrait bien évidemment se poursuivre dans les deux années à venir.

Un écart moyen d'environ 20 points de base entre les taux à 10 ans allemands et belges devrait subsister en 1997 pour se réduire à 10 points de base en 1998. Les taux belges à 10 ans devraient se situer à un niveau de 5,9% en 1997 et de 6,0% en 1998.

11. En fait ce résultat est totalement expliqué par la très forte croissance de la productivité en Allemagne, alors que celle-ci devrait même croître plus vite en Belgique qu'en France et aux Pays-Bas.

3. Le marché du travail

La productivité du travail des salariés du secteur privé augmente en tendance d'un peu moins de 2% par an. La productivité devrait croître un peu plus en 1997 (2,1%). La poursuite de la reprise économique en 1998 devrait à nouveau entraîner une légère augmentation du taux de croissance de la productivité (2,2%).

La forte progression du nombre de travailleurs à temps partiel devrait se poursuivre dans les années à venir. Au cours des quinze dernières années, le nombre de temps partiels a cru d'environ 15.000 unités par an. Pour 1997 et 1998 cette augmentation devrait atteindre 20.000 à 25.000 personnes. L'incitation de la part des pouvoirs publics à réduire la durée du travail à temps plein, ainsi que le souhait des employeurs de pouvoir disposer davantage d'horaires flexibles, a pour conséquence une modification structurelle du marché du travail dans le sens d'une augmentation du travail à temps partiel. Cette tendance devrait se poursuivre au cours de cette année et de l'année prochaine.

Suite à cette baisse de la durée moyenne du temps de travail par tête, la productivité du travail par tête devrait croître d'un peu moins de 2% par an dans les années à venir.

La valeur ajoutée des entreprises devrait augmenter de 2,4% en 1997 et de 3,0% en 1998. Le volume de travail (exprimé en heures) devrait croître de 1% sur l'ensemble des deux années. Ce taux de croissance est relativement important en comparaison avec ceux obtenus les années précédentes et traduit une reprise de l'activité économique ainsi qu'une politique économique axée entre autres sur la baisse des charges sociales.

Les réductions des cotisations patronales accordées en 1996 sont estimées à 56 milliards. Ce montant devrait s'élever à 64 milliards en 1997 et à 67,5 milliards en 1998. L'augmentation de l'enveloppe en 1997 et 1998 trouve son origine principalement dans l'extension du dispositif Maribel et dans l'introduction des plans 'Plus 2' et 'Plus 3'.

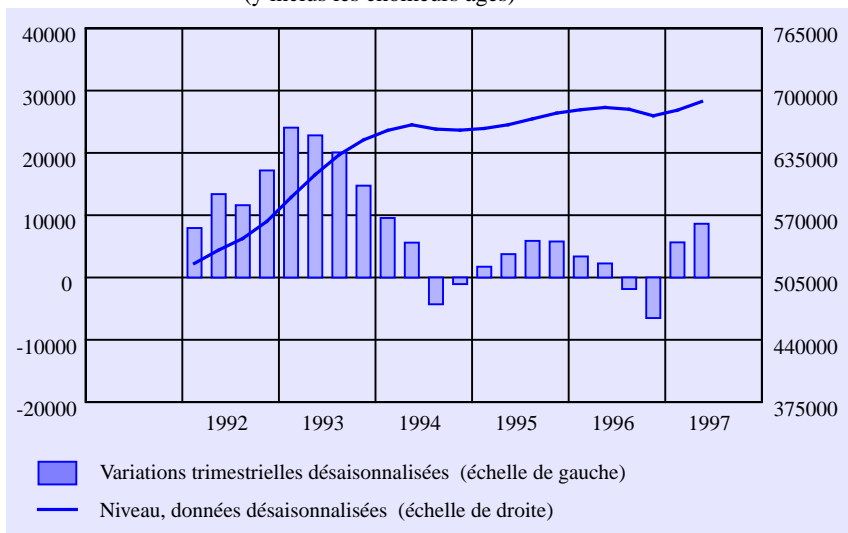
Exprimé en moyenne annuelle, le nombre de travailleurs salariés devrait croître de 14.000 en 1997 et de 26.000 en 1998. Remarquons que ces chiffres incluent un certain nombre de travailleurs ALE (employés dans des Agences Locales pour l'Emploi au moins 180 heures par semestre et qui ne sont plus inscrits comme demandeurs d'emploi). Exprimé en moyenne annuelle, leur nombre devrait augmenter de 4.600 en 1997 et de 5.700 en 1998. Ces chiffres masquent toutefois des modifica-

tions structurelles de l'économie. Les fermetures prévues d'un certain nombre de sites industriels devraient être compensées par une importance croissante du secteur des services.

Le nombre d'indépendants devrait continuer de progresser à un rythme tendanciel de 5.000 personnes par an. L'emploi dans le secteur public (y compris l'enseignement) devrait se réduire de 5.000 en 1997 mais augmenter de 8.000 en 1998. La baisse en 1997 est provoquée par la diminution du nombre d'enseignants, suite essentiellement au plan Onkelinx. Le démarrage des "Programmes de transition professionnelle" explique totalement l'augmentation de l'emploi public en 1998. Leur nombre devrait croître progressivement à partir du second semestre de cette année pour atteindre 10.000 en juin 1998.

Tous ces éléments devraient conduire à une croissance (au 30 juin) de l'emploi intérieur de 7.000 en 1997 et de 39.000 en 1998. Le taux d'emploi devrait passer de 55,9% en 1996 à 56,0% en 1997 et à 56,6% en 1998.

FIGURE 11 Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (y inclus les chômeurs âgés)



Source: ONEM, Bureau fédéral du Plan

Le taux de chômage standardisé (Eurostat) devrait se stabiliser en 1997 au niveau de 1996 (9,8%) et baisser jusqu'à 9,4% de la population active en 1998. Les taux de chômage basés sur des définitions plus larges devraient également sensiblement baisser en 1998. Le nombre de 'chômeurs âgés' devrait continuer de progresser en 1998, mais la hausse serait moins forte qu'en 1996 et 1997.

A

nnexe

Tableau A.	Environnement international
Tableau B.1.	Demande agrégée à prix courants (mld BEF)
Tableau B.2.	Demande agrégée à prix constants (taux de croissance)
Tableau B.3.	Déflateurs de la demande agrégée (taux de croissance)
Tableau B.4.	Evolution de la masse salariale des entreprises et ses déterminants (moyennes annuelles)
Tableau B.5.	Indicateurs macroéconomiques
Tableau B.6.	Situation sur le marché de l'emploi au 30 juin (en milliers)
Tableau B.6.bis	Situation sur le marché de l'emploi au 30 juin - détail (en milliers)
Tableau B.7.	Revenu disponible des ménages (mld BEF)
Tableau B.8.	Revenu disponible réel des ménages (taux de croissance)
Tableau B.9.	Compte des entreprises (mld BEF)
Tableau B.10.	Opérations avec le reste du Monde
Tableau C.	Comparaison des chiffres clés pour l'économie belge selon les différentes sources
Tableau D.	Indicateurs de court terme de l'économie belge

Tableau A. Environnement international (1)

	95	96	97	98
Marchés extérieurs pertinents pour la Belgique	7.7	4.0	5.9	6.8
Demandes finales des partenaires en volume	3.1	1.8	3.0	3.6
Taux de change nominal effectif du BEF (2)	4.4	-2.1	-3.2	-0.1
Prix mondiaux				
Biens (en BEF) (3)	-1.6	1.7	4.2	2.1
Energie (Brent: USD par baril)	17.1	20.6	20.6	20.2
Evolution du coût salarial dans l'ensemble de l'économie (en BEF) (4)				
<i>7 partenaires commerciaux (5)</i>				
Taux de salaire	-0.3	4.7	6.0	3.1
Coûts salariaux par unité produite	-1.7	3.1	3.9	1.2
<i>3 partenaires commerciaux (6)</i>				
Taux de salaire	2.0	3.1	2.9	2.7
Coûts salariaux par unité produite	0.7	1.3	0.6	0.7
Taux d'intérêt allemands (niveau)				
Court terme	4.4	3.2	3.1	3.4
Long terme (10 ans)	6.8	6.2	5.7	5.9

(1) Taux de croissance, sauf indications contraires

(2) Un chiffre positif (négatif) indique une appréciation (dépréciation) du BEF.

(3) Taux de croissance pondéré des prix des biens importés par nos partenaires commerciaux

(4) Voir tableau B.4 pour l'application de la norme salariale à partir de 1997

(5) Allemagne, France, Pays-Bas, Royaume Unie, Italie, Etats Unis, Japon

(6) Allemagne, France, Pays-Bas

Tableau B.1. Demande agrégée à prix courants (mld BEF)

	95	96	97	98
Consommation privée (1)	5057.4	5241.3	5379.5	5570.5
Consommation publique,dont	1181.1	1207.9	1245.8	1283.1
a. Achats de biens et services	171.9	179.2	186.0	192.5
b. Salaires, traitements et pensions	984.0	1003.4	1034.0	1064.4
Formation brute de capital fixe	1416.6	1437.9	1515.2	1585.7
a. Investissements des entreprises	877.0	924.6	966.6	1017.4
b. Investissements publics	113.9	98.3	110.0	119.3
c. Investissements en logements	425.7	415.0	438.5	448.9
Variations de stocks (1)	30.9	24.4	35.7	35.7
Emplois finals nationaux	7686.0	7911.6	8176.1	8475.0
Exportations	5418.2	5688.2	6141.1	6629.4
Importations	5048.6	5294.8	5709.8	6137.2
Produit Intérieur Brut	8055.6	8305.0	8607.4	8967.2
Produit National Brut	8161.1	8428.2	8743.8	9108.6

(1) Données après ajustements statistiques

Tableau B.2. Demande agrégée à prix constants (taux de croissance)

	95	96	97	98
Consommation privée (1)	1.1	1.3	1.0	1.9
Consommation publique, dont	0.9	1.8	0.7	1.2
a. Achats de biens et services	-0.7	2.0	2.4	2.1
b. Salaires, traitements et pensions	1.3	1.8	0.4	1.1
Formation brute de capital fixe	3.2	0.6	3.8	3.1
a. Investissements des entreprises	5.1	4.7	3.0	3.7
b. Investissements publics	-8.5	-14.2	10.5	7.2
c. Investissements en logements	2.8	-4.0	4.0	0.5
Variation de stocks (1)(2)	0.0	-0.1	0.1	0.0
Emplois finals nationaux	1.4	1.1	1.6	2.0
Exportations (3)	6.8	3.2	4.9	5.7
Importations (3)	6.1	2.8	4.5	5.2
Exportations nettes (2)	0.7	0.4	0.5	0.6
Produit Intérieur Brut	2.1	1.5	2.1	2.5
Produit National Brut	2.4	1.6	2.2	2.5

(1) Données après ajustements statistiques

(2) Contribution à la croissance du PIB

(3) Le pourcentage de variation en 1995 doit être interprété avec prudence, en raison de ruptures dans les flux bruts entre 1994 et 1995

Tableau B.3. Déflateurs de la demande agrégée (taux de croissance)

	95	96	97	98
Consommation privée (1)	1.7	2.3	1.6	1.6
Consommation publique, dont	3.0	0.5	2.4	1.8
a. Achats de biens et services	2.4	2.2	1.3	1.3
b. Salaires, traitements et pensions	3.1	0.2	2.7	1.9
Formation brute de capital fixe	1.7	0.9	1.5	1.5
a. Investissements des entreprises	1.5	0.7	1.5	1.5
b. Investissements publics	2.1	0.6	1.3	1.2
c. Investissements en logements	2.2	1.6	1.6	1.9
Emplois finals nationaux	2.0	1.8	1.7	1.6
Exportations	0.6	1.7	2.9	2.2
Importations	1.0	2.0	3.2	2.2
Termes de l'échange	-0.4	-0.3	-0.3	0.0
Produit Intérieur Brut	1.7	1.6	1.5	1.6
Produit National Brut	1.7	1.6	1.5	1.6

(1) Données après ajustements statistiques

**Tableau B.4. Evolution de la masse salariale des entreprises (1) et ses déterminants
(moyennes annuelles)**

	95	96	97	98
<i>Evaluation de la marge disponible prévue par la Loi</i>				
a. Maximum (déterminé par le Gouvernement)				
Coût salarial par heure effective (2)	--	--	3.0	3.1
b. Minimum				
Indexation	--	--	1.5	1.5
Augmentations barémiques	--	--	0.5	0.5
Coût salarial par personne	--	--	2.0	2.0
Coût salarial par équivalent temps plein	--	--	2.3	2.3
Coût salarial par heure effective	--	--	2.3	2.3
<i>Evolution estimée et prévue</i>				
Coût salarial par heure effective	2.7	1.3	2.5	2.9
Coût salarial par personne	2.4	1.1	2.2	2.5
Salaire brut par heure effective	2.5	1.1	2.5	3.0
Salaire brut par personne	2.2	1.0	2.2	2.6
Indexation	1.5	1.5	1.5	1.5
Salaire brut par heure effective hors indexation	1.0	-0.4	1.0	1.5
Salaire brut par personne hors indexation	0.7	-0.6	0.7	1.1
Emploi (nombre d'heures)	0.4	-0.1	0.3	0.8
Emploi (nombre de personnes)	0.7	0.0	0.6	1.1
Masse salariale y compris cotisations patronales (3)	3.2	1.1	2.8	3.7
Masse salariale hors cotisations patronales	3.0	1.0	2.8	3.8
<i>Autres indicateurs</i>				
Inflation : indice traditionnel	1.5	2.1	1.6	1.6
Inflation : indice santé	1.6	1.7	1.3	1.7
Indexation rémunérations secteur public	1.7	1.3	1.2	1.8
Indexation des prestations sociales	1.8	1.3	1.2	1.8
Cotisations patronales (taux implicite) (3)	34.2	34.4	34.3	34.2
Cotisations des salariés (taux implicite)	12.3	12.3	12.3	12.3
(1) A l'exclusion des domestiques				
(2) La marge d'augmentation salariale de 6.1% déterminée par le Gouvernement se répartit comme suit : 3.0% en 1997 et 3.1% en 1998.				
(3) A l'exclusion des cotisations patronales fictives				

Tableau B.5. Indicateurs macroéconomiques

	95	96	97	98
Taux d'intérêt du marché				
Certificats de trésorerie (3 mois)	4.8	3.2	3.1	3.4
Emprunts du secteur public (10 ans)	7.5	6.5	5.9	6.0
Secteur des entreprises (taux de croissance) (1)				
Valeur ajoutée à prix constants	2.7	1.3	2.4	3.0
Emploi (nombre d'heures)	0.5	-0.1	0.3	0.7
Productivité horaire	2.2	1.5	2.1	2.2
Economie globale (taux de croissance) (1)				
Coût salarial par travailleur	3.0	1.2	2.4	2.5
Coût salarial par unité produite	1.4	-0.1	0.7	0.9
<i>Indicateurs de compétitivité par rapport aux 7 pays (2)</i>				
Coûts relatifs des salaires par travailleur	3.3	-3.3	-3.4	-0.6
Coûts relatifs des salaires par unité produite	3.2	-3.2	-3.0	-0.3
<i>Indicateurs de compétitivité par rapport aux 3 pays (2)</i>				
Coûts relatifs des salaires par travailleur	1.0	-1.8	-0.5	-0.2
Coûts relatifs des salaires par unité produite	0.7	-1.4	0.1	0.2
Prix de vente unitaire dans le secteur marchand (1) (3)	1.1	1.9	2.0	1.6
<i>Contribution à la variation du prix de vente unitaire:</i>				
(a) Coût des importations	0.4	0.9	1.4	1.0
(b) Coûts d'origine intérieure = (b1)+(b2)	0.4	0.1	0.2	0.2
(b1) Coûts salariaux	0.4	0.0	0.2	0.2
(b2) Coût du capital	0.0	0.0	0.0	0.0
(c) Taux de profit	0.6	0.4	0.0	0.6
(d) Impôts indirects nets de subsides	-0.2	0.6	0.4	-0.1
(e) Effet structurel (4)	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1
<i>Pro memori:</i>				
Taux d'utilisation des capacités	80.3	79.8	81.2	81.7
Variation du taux d'utilisation des capacités	1.8	-0.5	1.3	0.5
Ecart de production	-1.1	-1.3	-0.8	0.1
(1) Données hors ajustements statistiques, moyennes annuelles				
(2) Un chiffre positif (négatif) indique une perte (un gain) de compétitivité				
(3) Déflateur de la demande finale (secteur marchand)				
(4) Effet dû aux variations du rapport entre les importations et la demande finale				

Tableau B.6. Situation sur le marché de l'emploi au 30 juin (en milliers)

	95	96	97	98
I. Population totale (II+III)	10136.8	10157.3	10181.6	10201.2
I.bis Population d'âge actif	6703.8	6702.7	6704.3	6704.7
II. Population inactive (concept MFET)	5836.0	5864.7	5886.1	5897.2
<i>dont: avec allocation ONEM</i>	252.7	273.5	283.7	293.0
III. Population active (concept MFET) (IV+V+VI)	4300.8	4292.6	4295.5	4304.0
IV. Emploi intérieur	3695.3	3697.4	3704.6	3743.2
<i>dont: effectifs enregistrés par l'ONEM</i>	196.4	187.2	174.5	189.0
a. Salariés (1)	2367.9	2368.4	2375.6	2401.2
b. Indépendants	699.1	704.0	709.0	714.0
c. Emploi public (2)	628.2	625.0	620.0	628.0
V. Travailleurs frontaliers (solde)	50.3	50.3	50.3	50.3
VI. Chômage (concept MFET)	555.3	544.9	540.6	510.6
(a) Chômeurs complets indemnisés	490.3	465.0	456.7	426.8
(b) Autres chômeurs inscrits obligatoirement	48.4	58.8	62.2	62.6
(c) Demandeurs libres inoccupés	16.6	21.0	21.7	21.1
Taux de chômage (VI)/(III)	12.9	12.7	12.6	11.9
Taux d'activité (III)/(I.bis)	64.2	64.0	64.1	64.2
Taux d'emploi (IV+V/I.bis)	55.9	55.9	56.0	56.6
<i>Pro memori</i>				
(d) Chômeurs âgés non demandeurs d'emploi	73.8	95.1	113.7	117.7
II.bis Population inactive à l'excl. de (d)	5762.2	5769.6	5772.4	5779.5
III.bis Population active y inclus (d)	4374.6	4387.7	4409.2	4421.7
VI.bis Chômage y inclus (d)	629.0	640.0	654.4	628.3
Taux de chômage (VI.bis/III.bis)	14.4	14.6	14.8	14.2
Taux de chômage (définition standardisée Eurostat) (3)	9.9	9.8	9.8	9.4
Taux d'activité (III.bis/I.bis)	65.3	65.5	65.8	65.9
(1) Y compris une estimation des personnes comptabilisées dans l'emploi (concept MFET) prestant un nombre suffisant d'heures au sein du système ALE				
(2) Y compris les personnes employées dans les programmes de transition professionnelle				
(3) En moyenne annuelle				

Tableau B.6.bis Situation sur le marché de l'emploi au 30 juin - détail (en milliers)

	95	96	97	98
I. Population totale (II+III)	10136.8	10157.3	10181.6	10201.2
I.bis Population d'âge actif	6703.8	6702.7	6704.3	6704.7
II. Population inactive (concept MFET)	5836.0	5864.7	5886.1	5897.2
<i>a. avec allocation ONEM</i>	252.7	273.5	283.7	293.0
a1. chômeurs âgés non demandeurs d'emploi	73.8	95.1	113.7	117.7
a2. dispenses pour raisons sociales et familiales (1)	16.9	16.2	8.0	7.5
a3. dispenses pour reprise d'études	7.0	8.2	9.0	9.0
a4. interruptions complètes de carrière	21.0	20.4	22.8	25.4
a5. préensions conventionnelles à temps plein	134.1	133.6	130.2	133.4
<i>b. autres</i>	5583.3	5591.2	5602.4	5604.2
III. Population active (concept MFET) (IV+V+VI)	4300.8	4292.6	4295.5	4304.0
IV. Emploi intérieur	3695.3	3697.4	3704.6	3743.2
dont: effectifs enregistrés par l'ONEM (2)	196.4	187.2	174.8	190.1
<i>a. occupés à temps partiel et indemnisés</i>	88.2	55.8	63.3	69.3
- temps partiel avec AGR + invol. avec allocations	57.9	24.3	28.9	29.3
(3)				
- interruptions partielles de carrière	30.3	31.5	34.1	38.9
- préensions à temps partiel	0.0	0.0	0.3	1.1
<i>b. occupés à temps partiel et non indemnisés</i>	68.8	78.1	49.6	44.7
- temps partiel sans AGR (3)	66.2	74.8	46.3	41.4
- jeunes à temps partiel pendant stage	2.6	3.3	3.3	3.3
<i>c. autres, dont:</i>	39.5	53.3	61.9	76.1
- chômeurs complets en atelier protégé	0.9	1.0	1.0	1.0
- chômeurs complets en formation professionnelle	12.8	11.5	10.4	10.4
- ALE et PTP	0.0	3.1	8.1	22.6
V. Travailleurs frontaliers (solde)	50.3	50.3	50.3	50.3
VI. Chômage (concept MFET)	555.3	544.9	540.6	510.6
<i>a. chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi</i>	490.3	465.0	456.7	426.8
<i>b. autres inscrits obligatoirement</i>	48.4	58.8	62.2	62.6
b1. jeunes en stage d'attente	19.4	22.9	24.2	24.3
b2. autres, dont:	29.0	36.0	38.0	38.3
- temps partiels volontaires indemnisés	23.0	25.3	27.3	27.8
- bénéficiaires d'allocations de transition	0.3	0.4	0.4	0.4
<i>c. demandeurs d'emploi libres inoccupés</i>	16.6	21.0	21.7	21.1

(1) Source: Stat-92

(2) Non compris le chômage temporaire

(3) AGR : allocation de garantie de revenu

Tableau B.7. Revenu disponible des ménages (mld BEF) (1)

	95	96	97	98
Revenu primaire brut	6860.9	6948.5	7151.0	7420.3
<i>a. Salaires</i>	4293.3	4349.6	4474.5	4631.0
Entreprises	3204.2	3237.2	3326.5	3447.8
Etat	984.0	1003.4	1034.0	1064.4
Travailleurs frontaliers	105.1	109.0	114.1	118.8
<i>b. Excédent brut d'exploitation</i>	1628.3	1666.9	1732.0	1810.6
Revenus des indépendants	786.4	817.2	839.6	868.2
Loyers nets (perçus ou imputés)	444.3	462.0	494.3	521.9
Autres	397.5	387.7	398.1	420.5
<i>c. Revenu de la propriété (net)</i>	939.2	932.0	944.4	978.6
Intérêts reçus	535.1	512.9	505.3	515.6
Intérêts payés (-)	211.8	201.6	204.8	220.2
Dividendes	556.9	556.2	575.5	610.4
Autres	59.0	64.5	68.5	72.9
Cotisations de Sécurité sociale et impôts	2834.0	2887.0	2983.3	3093.4
<i>a. Cotisations sociales des employeurs</i>	1132.9	1154.0	1187.8	1228.1
<i>b. Cotisations sociales des salariés</i>	378.8	383.7	394.5	408.6
<i>c. Cotisations sociales des non-salariés</i>	120.6	124.1	130.0	132.4
<i>d. Impôts sur le revenu</i>	1201.6	1225.3	1271.0	1324.4
Transferts aux ménages (nets)	2096.0	2176.1	2246.9	2320.9
<i>dont: prestations sociales</i>	2100.5	2181.0	2249.0	2320.5
(a) Revenu brut disponible	6122.9	6237.6	6414.6	6647.8
<i>(b) Consommation privée</i>	5057.4	5241.3	5379.5	5570.5
<i>(c) Variations des réserves mathématiques de retraite</i>	18.8	21.3	18.9	19.8
(d) Epargne brute	1084.3	1017.6	1054.0	1097.0
<i>Pro memori:</i>				
Taux d'épargne (d)/(a+c)	17.7	16.3	16.4	16.5
variation	-0.8	-1.4	0.1	0.1

(1) Données après ajustements statistiques

Tableau B.8. Revenu disponible réel des ménages (taux de croissance) (1)

	95	96	97	98
Revenu primaire brut	0.4	-1.0	1.3	2.1
<i>a. Salaires</i>	1.7	-1.0	1.3	1.9
Entreprises	1.4	-1.2	1.1	2.0
Etat	2.7	-0.3	1.4	1.3
Travailleurs frontaliers	1.5	1.4	3.0	2.4
<i>b. Excédent brut d'exploitation, dont:</i>	0.1	0.1	2.3	2.9
Revenus des indépendants	-1.2	1.6	1.1	1.8
Loyers nets (perçus ou imputés)	2.8	1.7	5.3	3.9
<i>c. Revenu de la propriété (net), dont:</i>	-4.2	-3.0	-0.3	2.0
Intérêts reçus	-7.2	-6.3	-3.0	0.4
Intérêts payés (-)	-2.9	-6.9	0.0	5.9
Dividendes	-1.6	-2.4	1.8	4.4
Cotisations de Sécurité sociale et impôts	2.4	-0.4	1.7	2.1
<i>a. Cotisations sociales des employeurs</i>	2.5	-0.4	1.3	1.8
<i>b. Cotisations sociales des salariés</i>	1.3	-1.0	1.2	1.9
<i>c. Cotisations sociales des non-salariés</i>	0.4	0.6	3.1	0.2
<i>d. Impôts sur le revenu</i>	2.9	-0.3	2.1	2.6
Transferts aux ménages (nets)	2.0	1.5	1.6	1.7
<i>dont: prestations sociales</i>	2.6	1.5	1.5	1.6
Revenu brut disponible	0.1	-0.4	1.2	2.0

(1) Données après ajustements statistiques, déflatées par le prix de la consommation privée

Tableau B.9. Compte des entreprises (mld BEF)

	95	96	97	98
1. Valeur ajoutée brute des entreprises au coût des facteurs	4641.0	4754.1	4884.9	5115.2
2. Rémunération des salariés (-)	3204.2	3237.2	3326.5	3447.8
3. Autres charges d'exploitation et charges exceptionnelles nettes (-)	20.6	21.5	21.5	21.5
4. Excédent brut d'exploitation (1-2-3)	1416.2	1495.4	1537.0	1645.9
5. Revenus de la propriété (+) (*)	-284.7	-287.5	-299.4	-334.5
6. Revenu primaire brut (= 4+5)	1131.5	1207.9	1237.6	1311.4
7. Transferts courants (+) (= 7.1+7.2+7.3+7.4) (*)	-224.5	-236.1	-260.0	-265.4
7.1. Cotisations sociales reçues	206.0	216.8	222.9	231.4
7.2. Impôts sur le revenu et le patrimoine	-251.6	-265.9	-287.7	-294.4
7.3. Prestations sociales	-187.2	-195.5	-204.0	-211.6
7.4. Autres transferts courants	8.3	8.5	8.8	9.2
8. Revenu disponible brut (= 6+7)	907.0	971.8	977.6	1046.0
9. Variation des réserves mathématiques de retraite (-)	18.8	21.3	18.9	19.8
10. Epargne brute (= 8-9)	888.2	950.5	958.7	1026.2
11. Transferts en capital (+) (*)	-13.1	32.2	37.5	48.2
12. Formation brute de capital (-)	824.7	861.9	911.2	957.2
13. Capacité (+) ou besoin (-) net de financement (= 10+11-12)	50.4	120.8	85.0	117.2

(*) Il s'agit de montants nets, c'est-à-dire de la différence entre ce qui est reçu d'autres secteurs et ce qui est versés à d'autres secteurs

Tableau B.10. Opérations avec le reste du Monde

	95	96	97	98
1. Solde biens et services	369.6	393.4	431.3	492.2
Solde opérations sur biens	131.9	156.7	166.3	192.3
Solde opérations sur services	319.8	324.7	356.4	398.5
Solde opérations sur tourisme	-82.1	-88.0	-91.4	-98.6
2. Solde revenus	105.5	123.2	136.4	141.3
Solde revenus du travail	105.1	109.0	114.1	118.8
Solde revenus du capital	0.4	14.2	22.2	22.6
3. Solde transferts	-109.6	-139.4	-138.8	-150.6
Solde transferts publics	-73.0	-104.2	-103.9	-116.1
dont opérations avec l'UE	-61.6	-85.1	-90.3	-96.4
Solde transferts privés	-36.6	-35.2	-34.9	-34.5
4. Solde des opérations courantes (1+2+3)	365.5	377.2	428.9	483.0
5. Solde des opérations en capital	-12.2	0.3	-0.3	-1.3
6. Capacité nette de financement de la nation (4+5)	353.2	377.5	428.6	481.7
en % du PIB	4.4	4.5	5.0	5.4

Tableau C. Comparaison des chiffres clés pour l'économie belge selon les différentes sources

Variations en % en volume - sauf indications contraires

	97			98		
	[1]	[2]	[3]	[1]	[2]	[3]
Consommation privée	1.0	1.0	1.3	1.9	1.5	1.9
Consommation publique	0.7	0.9	0.8	1.2	0.8	0.9
Formation brute de capital fixe	3.8	4.4	4.1	3.1	4.4	4.4
Emplois finals nationaux	1.6	1.8	1.7	2.0	2.0	2.2
Exportations de biens et services	4.9	5.5	6.5	5.7	6.1	7.2
Importations de biens et services	4.5	5.1	6.2	5.2	5.3	7.0
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.5	0.5	0.4	0.6	0.8	0.4
Produit intérieur brut	2.1	2.3	2.2	2.5	2.9	2.6
Déflateur de la consommation privée	1.6	1.9	1.6	1.6	1.9	1.7
Revenu disponible réel des ménages	1.2	0.9	1.3	2.0	1.5	2.0
Taux d'épargne des ménages (en % du revenu disponible)	16.4	16.2	16.3	16.5	16.2	16.4
Emploi intérieur (variation en milliers, situation au 30 juin)	7.2	14.7	18.5	38.6	25.9	29.7
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	5.4	4.6	6.0	5.8	5.3	6.3
Taux d'intérêt à court terme (%)	3.1	3.0	3.1	3.4	3.1	3.2
Taux d'intérêt à long terme (%)	5.9	5.6	5.9	6.0	5.8	6.1

(*) [1] et [3]: UEBL; [2]: Belgique

[1] *Budget Economique, juillet 1997*

[2] *Commission Européenne, Budgets économiques, Printemps 1997*

[3] *OCDE, Perspectives Economiques No. 61, juin 1997*

Tableau D. Indicateurs de court terme de l'économie belge

				96				97	
	94	95	96	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2
Enquêtes mensuelles de conjoncture									
Indicateur global (1)	-5.0	-12.2	-11.2	-17.1	-12.4	-8.6	-6.7	-7.3	--
Industrie manufacturière (1)	-4.7	-11.3	-13.3	-20.0	-14.7	-10.4	-7.9	-7.8	--
Construction (1)	-2.9	-13.1	-7.0	-11.3	-5.9	-5.7	-5.0	-4.8	--
Commerce (1)	-8.8	-15.1	-5.8	-9.6	-8.1	-2.8	-2.8	-7.6	--
Production industrielle									
Construction incl. (2)	2.7	1.1	1.2	-3.7	0.2	3.9	4.8	0.9	--
Construction excl. (2)	1.8	4.0	1.1	-2.5	-0.3	4.0	3.7	0.3	--
Chiffre d'affaires d'après la TVA									
Entreprises industrielles (2)	5.7	7.4	2.0	0.8	4.5	-0.2	2.9	4.4	--
Entreprises non-industrielles (2)	6.6	5.8	6.1	3.6	6.2	6.1	8.5	8.6	--
Total entreprises (2)	6.3	6.5	4.5	2.4	5.4	3.6	6.2	6.9	--
Consommation privée									
Chiffre d'affaires d'après la TVA - commerce de détail (2)	2.0	1.3	3.5	3.6	4.0	2.7	3.4	1.4	--
Immatriculations de voitures neuves (2)	1.4	-8.0	7.8	18.4	7.0	3.6	-3.1	-12.2	-6.4
Baromètre de confiance des consommateurs (1)	-15.1	-13.8	-22.5	-23.0	-22.7	-23.7	-20.7	-23.3	-25.7
Investissement									
Investissements d'après la TVA									
Entreprises industrielles (2)	-10.2	11.0	9.3	11.0	10.6	10.3	6.4	-5.4	--
Entreprises non-industrielles (2)	2.1	5.5	3.1	2.4	1.4	0.2	7.1	5.7	--
Total entreprises (2)	-2.8	7.6	5.5	5.7	4.9	4.0	6.8	1.2	--
Taux d'utilisation des capacités de production (%)	78.6	80.3	79.8	79.1	79.7	80.3	80.3	80.3	--
(1) Données qualitatives									
(2) Taux de croissance par rapport à la période correspondante de l'année précédente									

Indicateurs de court terme de l'économie belge (suite)

	94	95	96	96				97	
				Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2
Marché du travail									
Chômage excl. chômeurs agés (1)	588.7	596.9	588.3	603.2	557.9	608.9	582.9	570.5	542.9
Chômage incl. chômeurs agés (1)	661.8	669.3	679.9	679.0	648.9	707.2	684.6	678.4	654.5
Taux de chômage - Eurostat (2)	10.0	9.9	9.8	10.0	9.8	9.7	9.5	9.5	--
Prix									
Indice traditionnel (3)	2.4	1.5	2.1	2.0	1.9	1.9	2.4	1.9	1.5
Indice santé (3)	2.2	1.6	1.7	1.7	1.5	1.5	1.9	1.4	1.2
Pétrole (brent, en USD)	15.8	17.1	20.6	18.2	19.5	21.0	23.6	21.6	19.1
Taux d'intérêt et de changes									
Taux des certificats du trésor (3 m.)	5.7	4.8	3.2	3.3	3.2	3.2	3.0	3.2	3.3
Taux à LT des obligations d'état (10 ans)	7.8	7.5	6.5	6.6	6.7	6.6	6.0	5.8	5.9
Différentiel de taux avec l'Allemagne - CT (4)	44	36	0	3	1	4	-6	8	14
Différentiel de taux avec l'Allemagne - LT (4)	88	63	27	46	25	28	11	11	14
Taux de change effectif BEF (16 monnaies) (3)	1.5	4.0	-2.0	0.2	-2.9	-1.8	-3.4	-4.1	-3.7
Commerce extérieur									
<i>Balance des paiements BLEU (base transactions)</i>									
Solde de la balance des biens (5)	223	296	283	81	69	62	72	82	--
Solde de la balance courante (5)	417	433	445	118	114	102	112	126	--
<i>Enquête de conjoncture - industrie manufacturière</i>									
Evolution des commandes à l'exportation (6)	7.0	-8.8	-2.1	-12.7	0.0	1.3	3.0	-0.3	--

(1) Niveau moyen non-désaisonnalisé en milliers

(2) Désaisonnalisé, en pour-cent de la population active

(3) Taux de croissance par rapport à la période correspondante de l'année précédente

(4) Niveau en points de base

(5) Niveau en mld. BEF

(6) Données qualitatives

Beschikbaar in het Nederlands

Bureau Fédéral du Plan
47-49, Avenue des Arts
1000 Bruxelles

Tel 02/507.73.11
Fax 02/507.73.73
URL <http://www.plan.be>

Editeur responsable:

Henri Bogaert, Commissaire du Plan
Dépôt légal: D/1997/7433/9

Document imprimé par les soins du Ministère des Affaires économiques